

Le Secteur Sportif au Maroc à l'Épreuve du Développement Territorial : Stratégie Nationale ou Traitement d'Urgence

The Sports Sector in Morocco Facing the Challenge of Territorial Development:
National Strategy or Emergency Measures.

Auteur 1 : SIAME Youssef.

Auteur 2 : BOUKHALKHAL Mohamed.

Auteur 2 : RHARIB Abderrahim.

Auteur 2 : IMMANI Nouhaila.

SIAME Youssef, (ORCID: 0000-0002-3831-9290, PhD, Professeur chercheur.)

Institut des Sciences du Sport-Fès

Université Sidi Mohamed Ben Abdellah- Fès Maroc

BOUKHALKHAL Mohamed, (ORCID: 0000-0001-7895-9869, PhD, Professeur chercheur.)

École Normale Supérieure-Marrakech

Université Cadi Ayyad- Marrakech Maroc

RHARIB Abderrahim, (ORCID: 0000-0003-3009-7811, PhD, Professeur chercheur.)

École Nationale de Commerce et de Gestion -Casablanca

Université Hassan II- Casablanca Maroc

IMMANI Nouhaila, (ORCID: 0009-0002-2876-1162, PhD-student.)

École Nationale de Commerce et de Gestion -Casablanca

Université Hassan II- Casablanca Maroc

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : SIAME .Y, BOUKHALKHAL .M, RHARIB .A & IMMANI. N (2026) « Le Secteur Sportif au Maroc à l'Épreuve du Développement Territorial : Stratégie Nationale ou Traitement d'Urgence », African Scientific Journal « Volume 03, Num 36 » pp: 3376 – 3392.



DOI : 10.5281/zenodo.21283347

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Le développement d'une nation est le fruit d'une synergie harmonieuse entre divers facteurs qui interagissent pour former une structure robuste et équilibrée. Ces éléments servent de base à la réputation d'une société, garantissant à la fois sa compétitivité économique et son rayonnement territorial. Ce dernier pourrait permettre aux collectivités territoriales de profiter d'une notoriété régionale renforçant leur avantage concurrentiel. À cet égard, plusieurs travaux scientifiques ont défendu le pouvoir du sport d'accomplir cette mission grâce à la promotion du sport de haut niveau ou suite à une performance sportive captivante (**Pierre loustau-carrère, 1998 ; Augustin et Suchet, 2022**). De ce fait, l'organisation des événements sportifs, notamment les méga-événements, induirait un développement territorial à multifacettes. Par conséquent, la relation positive du secteur sportif et du développement territorial a été largement démontré à travers les expériences de divers pays. Partant de ce fait, les stratégies sportives régionales seraient susceptibles d'être un levier à la base d'un développement territorial qui repose, entre autres, sur la promotion du tourisme sportif régional (**Sobry, 1997** et **Bouchet, 2001**), sur la dynamisation socioculturelle régionale et sur l'attractivité économique régionale. À l'instar des différents pays, au Maroc, l'intention est dirigée vers une contribution corpulente du secteur sportif au développement général souhaité. En l'occurrence, l'organisation de la coupe d'Afrique 2025 et de la coupe du monde 2030 du Football par le Maroc relèvent un défi territorial sans pareil. Dès lors, il est alors intéressant d'approcher scientifiquement l'expérience marocaine quant à l'impact du secteur sportif sur le développement territorial. L'objectif de cet article est d'analyser dans quelle mesure les collectivités territoriales, à travers le sport, s'engagent inconditionnellement à contribuer au développement territorial ? Notre étude s'est référée à des données qualitatives recueillies à travers des entretiens semi directifs réalisés auprès des responsables de la chose sportive au niveau de la région Casablanca-Settat. En faisant recours à quelques théories, les résultats de notre étude ont permis de comprendre la carence subsistée entre l'engagement des responsables locaux et son impact sur le développement territorial souhaité.

Mots clés : Secteur Sportif, Développement Territorial, Collectivités Territoriales, Attractivité

Abstract

The development of a nation is the fruit of a harmonious synergy between various factors that interact to form a robust, balanced structure. These elements form the basis of a company's reputation, guaranteeing both its economic competitiveness and its territorial influence. The latter could enable local authorities to benefit from a regional reputation that strengthens their competitive edge. In this respect, a number of scientific studies have championed the power of sport to accomplish this mission through the promotion of high-level sport or following a captivating sporting performance (**Pierre loustau-carrère, 1998; Augustin and Suchet, 2022**). As a result, the organization of sporting events, particularly mega-events, induces multifaceted territorial development. Consequently, the positive relationship between the sports sector and territorial development has been widely demonstrated through the experiences of various countries. On this basis, regional sports strategies are likely to be a lever for territorial development based, among other things, on the promotion of regional sports tourism (**Sobry, 1997 and Bouchet, 2001**), regional socio-cultural dynamism and regional economic attractiveness. In Morocco, as in other countries, the aim is for the sporting sector to make a substantial contribution to overall development. In this case, Morocco's organization of the 2025 African Cup and the 2030 Football World Cup represents an unparalleled territorial challenge. It is therefore interesting to scientifically approach the Moroccan experience in terms of the impact of the sports sector on territorial development. The aim of this article is to analyze the extent to which local authorities, through sport, are unconditionally committed to contributing to territorial development? Our study is based on qualitative data collected through semi-structured interviews with sports officials in the Casablanca-Settat region. Drawing on a number of theories, the results of our study helped us to understand the gap between the commitment of local officials and the desired territorial development.

Key words: Sports sector, Territorial Development, Local Authorities, Attractiveness

Introduction

Actuellement, le sport se présente comme un levier stratégique pour le développement économique, social et territorial. Cette progression se déroule dans un contexte où les politiques publiques cherchent à considérer le sport comme une pierre angulaire du développement durable. De nombreuses organisations internationales, à l'instar de l'UNESCO, de l'Organisation Mondiale de la Santé et de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, soulignent la place centrale du sport dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Dans le contexte marocain, cette vision renouvelée du sport s'intègre à un environnement caractérisé par des transformations institutionnelles et territoriales significatives. L'avancée de la régionalisation, consacrée par la Constitution de 2011, a considérablement réinventé les formes de l'intervention publique en intensifiant le poids des collectivités territoriales dans l'élaboration et l'application des politiques de développement. De surcroît, l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 puis de la Coupe du Monde de la FIFA 2030 constitue à cet égard un tournant majeur, plaçant le secteur sportif au cœur des ambitions économiques et territoriales.

Toutefois, malgré ces progrès, de nombreuses questions persistent concernant la cohérence et la durabilité de la politique publique sportive régionale. Est-ce que les dépenses massives en infrastructure, la tenue d'événements à portée internationale ou l'appui au sport d'élite témoignent d'une stratégie nationale ou régionale claire centrée sur les défis du développement territorial ? Ou relèvent-ils plutôt d'actions ponctuelles guidées par des nécessités conjoncturelles, politiques ou événementielles ?

Dans cette perspective, nous estimons que l'approche du développement territorial offre un contexte d'évaluation particulièrement approprié pour mesurer l'apport concret du sport au progrès des régions, à l'atténuation des disparités géographiques et à la mise en valeur des potentiels locaux. Dans ce sens, nous avons décidé d'approcher scientifiquement le secteur sportif au Maroc à l'épreuve du développement territorial en affirmant s'il s'agit d'une stratégie nationale ou d'un traitement d'urgence. Cette recherche vise à évaluer la contribution du sport au développement territorial de la ville de Casablanca.

Dès lors, la problématique centrale de cet article peut être formulée comme suit : dans quelle mesure les collectivités territoriales, à travers le sport, s'engagent inconditionnellement à contribuer au développement territorial ?

Pour aborder cette problématique, cet article est structuré en deux sections. La première se penche sur les bases théoriques du développement territorial dans le domaine du sport, ainsi que sur les directions clés des politiques sportives actuelles. La seconde offre une analyse critique du lien entre le sport et le développement territorial à la ville de Casablanca, s'appuyant sur une étude qualitative effectuée auprès des dirigeants de la ville.

1. Sport au service du développement territorial

Actuellement, le sport représente sans aucun doute l'un des domaines les plus propices à une croissance multidimensionnelle. De nombreuses études scientifiques ont démontré que son impact sur, entre autres, le développement territorial est extrêmement significatif. Elles stipulent que, grâce à des politiques sportives planifiées, les décideurs politiques mettent en avant les vertus du sport pour favoriser le développement global des territoires. De point de vue théoriques, les résultats de ces travaux constituent de réels constats théoriques. Quant à ceux empiriques, ils sont jugés en fonction des particularités du contexte, en l'occurrence le contexte marocain.

1.1. Rôles des politiques sportives régionales : constats théoriques

En général, l'objectif principal d'une politique sportive est de satisfaire les besoins des citoyens (**Augustin, 2011**). Autrement dit, la politique sportive exploite les vertus de l'activité physique et sportive pour impacter le bien-être des citoyens, créer une dynamique territoriale, procurer les conditions de divertissement et de plaisir et réaliser une intégration socioéconomique. À cet égard, sa conception est généralement adaptée aux besoins sociétaux constituant, ainsi, une locomotive qui tire vers le chemin du développement. Elle est devenue un outil d'intervention sociale (**Chobeaux et Segrestan, 2003 et Callède, 2007**).

Dans ce sens, plusieurs chercheurs ont catégorisé les politiques sportives en fonction des objectifs derrière leur implémentation. Entre autres, **Marina Honta et Frédéric Illivi (2017)** ont conclu que les politiques sportives font souvent face aux enjeux et défis sanitaires. C'est-à-dire que la mise en place d'actions publiques, dans le cadre d'une politique sportive, vise principalement le bien-être physique et moral des citoyens.

Quant à **Dominique Charrier et Jean Jourdan (2015)**, ils ont insisté sur le rôle que les politiques sportives peuvent jouer dans l'intégration et la cohésion sociale, l'éducation à la citoyenneté et la lutte contre toutes sortes de problèmes sociaux. D'autres chercheurs les ont considérées comme garant de détente et de divertissement des citoyens (**Escaffre, 2011 et Defrance, 2006**).

Dans des contextes différents, les travaux de **Pierre loustau-carrère (1998)** ont défendu le pouvoir des politiques sportives d'accomplir un développement territorial¹ grâce à la promotion du sport de haut niveau ou suite à une performance sportive captivante.

Dans cette optique, un rayonnement territorial peut permettre aux collectivités territoriales de profiter d'une notoriété régionale renforçant leur compétitivité. Par ailleurs, les politiques sportives seraient susceptibles d'être un levier à la base d'un développement territorial qui repose sur la promotion du tourisme sportif régional (**Sobry, 1997 et Bouchet, 2001**).

À vrai dire, la relation jugée positive des politiques sportives et du développement territorial a fait l'objet de plusieurs travaux de recherches. Subséquemment, ces politiques peuvent provoquer les conditions propices au développement territorial régional. L'accomplissement des projets sportifs de grande envergure contribuera vivement au développement territorial des régions (**Pierre Campagne & Bernard, 2014**).

Dans le même sens, une réflexion de **Jean Pierre Augustin (2016)**, a montré que « *les communes et autres collectivités locales exercent leurs responsabilités de droit commun, dans le cadre de leur compétence sportive locale, et leurs projets s'inscrivent de plus en plus dans des visées territoriales* ».

De même, **Callède, (2015)** a analysé l'impact de la politique sportive régionale sur la région dans sa globalité. Il a pu démontrer que ses bénéfices sur le territoire régional sont divers. Pour lui, « *au-delà des équipements spécialisés, la construction de larges espaces sportifs devient une occasion de créer de la valeur urbaine en offrant des sites de pratique diversifiés, ouverts à tous, structurant le paysage urbain et capables d'accueillir de grandes compétitions médiatisées* ».

Un autre travail **d'Augustin (2002)**, nous a permis de conclure que l'analyse des politiques sportives régionales a été souvent abordée dans des visées de développement territorial. Pour lui, elles sont traitées comme étant un levier de développement territorial. Plusieurs auteurs ont affirmé que les dites politiques forment un outil de développement [**Bayeux, (2011) ; Callède et Menaut (2007) ; Waser (2002)**].

De la sorte, la politique sportive régionale contribue réellement au développement territorial régional parce qu'elle :

¹ D'après **Peemans, Jean-Philippe (dir.), 2008**, le développement territorial s'inscrit dans un « *processus durable de construction et de gestion d'un territoire, à travers lequel la population de celui-ci définit, au moyen d'un pacte sociopolitique et de la mise en place d'un cadre institutionnel approprié au contexte, son rapport à la nature et son mode de vie, consolide les liens sociaux, améliore son bien-être et construit une identité culturelle qui a sa base matérielle dans la construction de ce territoire* ».

- « Révèle des spatialités contemporaines ;
- Transforme l'image des lieux ;
- Favorise une appropriation culturelle et sociale ;
- Participe au développement économique et social ;
- Agit sur l'organisation des événements ;
- Accroît la compétitivité du territoire ».

1.2. Impact de la participation du Maroc à la Coupe du Monde du Football, Qatar 2022, sur le développement territorial : Constats pratiques

La performance sportive captivante, réalisée par l'équipe marocaine du football lors de la Coupe du Monde de Qatar-2022, a donné lieu à des impacts inaccoutumés. D'après les analyses de **CARMA**², le Maroc a gagné en termes d'engouement international grâce à un élan médiatique exceptionnel. L'entreprise spécialisée en surveillance des médias et en leur évaluation nous a procurés des statistiques qui témoignent de ce constat.

Ci-dessous sont présentées quelques données statistiques concernant l'incidence de la participation du Maroc à la Coupe du Monde Qatar-2022.

Tableau 1: Impacts de la participation du Maroc à la Coupe du Monde Qatar-2022

	Libellé	À retenir
1	Tendances de recherche liées au Maroc ont augmenté de 237% à l'issue de la Coupe du Monde.	▪ Élan médiatique. ▪ Excellente campagne de marketing pour le Maroc. ▪ Engouement international pour la destination « Maroc ».
2	Tendances de recherche pour l'expression "Sports in Morocco" ont augmenté de 53% après la Coupe du Monde	
3	Intérêt pour le mot-clé "Economy of Morocco" a bondi de 34% après la Coupe du Monde.	
4	Visibilité du Royaume a augmenté à hauteur de 8% auprès des médias de premier plan.	
5	Portée médiatique du Royaume s'est améliorée de 24%.	
6	Augmentation du trafic organique vers les principaux sites faisant la promotion de la culture et du tourisme	

² Créée en 1984, elle a été l'une des premières agences d'intelligence médiatique. C'est une entreprise experte en surveillance des médias et en évaluation des communications dirigée par des professionnels de la perspicacité.

	marocains comme "Visit Morocco", "Morocco.com" et la page réservée au Maroc sur "TripAdvisor".	
7	Augmentation de l'activité touristique auprès des agences de réservation, lesquelles ont signalé une hausse des réservations d'hôtel. Le Washington Post a par exemple classé le pays parmi les meilleures destinations mondiales en 2023.	

Source : Analyses de CARMA

En mettant de côté les impacts sur le Qatar résultant de l'organisation de la Coupe du Monde, les données présentées démontrent que le Maroc a pleinement bénéficié de sa performance sportive, même lors d'un événement sportif délocalisé.

L'analyse des données statistiques indique que l'impact se concentre principalement sur des aspects territoriaux, ce qui laisse supposer un développement territorial à court, moyen et long termes.

Dans ce sens, comme l'a démontrée **Pierre loustau-carrère (1998)**, cette performance sportive remarquable de l'équipe nationale marocaine a été une véritable démonstration de force pour les responsables régionaux, les encourageant à investir davantage dans le sport en tant que moteur de développement territorial.

Ainsi, nous avons essayé de présenter deux constats, théorique et pratique, à travers lesquels nous voulons soutenir la relation positive du secteur sportif, en tant qu'outil prédécesseur, et le développement territorial en tant que finalité. Le choix de la performance sportive de l'équipe marocaine représente un constat pratique actualisé mais surtout contextualisé.

Tout compte fait, il nous semble que l'impact de la participation réussie du Maroc à la Coupe du Monde Qatar-2022 sur le développement territorial se révèle être, sans doute, une réalité tangible. Sur ce, il est tout à fait légitime de se poser les questions suivantes :

- Dans quelle mesure les collectivités territoriales, à travers le sport, s'engagent inconditionnellement à contribuer au développement territorial régional ?
- Il est vrai que l'organisation de grands événements sportifs (CAN, 2025 et Coupe du Monde, 2030) peuvent offrir des opportunités de développement territorial significatives. Cependant, la question demeure de savoir si le développement territorial espéré résulte d'une stratégie planifiée au niveau national ou régional, ou s'agit-il simplement d'une réponse immédiate induisant un développement hasardé ?

- Les responsables locaux/régionaux sont-ils conscients des défis relevés et du potentiel du secteur sportif à créer de la valeur ajoutée en matière de développement territorial ?

Pour répondre à ces questions, nous présenterons, dans une première étape, les résultats de l'étude empirique qualitative réalisée au niveau de la ville de Casablanca. Il s'agit d'une étude confirmatoire visant à juger la prise en considération de la variable « développement territorial » lors de l'élaboration de la politique sportive régionale.

Dans une deuxième étape, nous attaquerons les considérations théoriques explicatives des résultats de la première étude empirique. À ce niveau, l'adoption de la posture épistémologique interprétativiste était une exigence permettant de comprendre le phénomène étudié. L'échantillon de notre étude a été composé des responsables de la chose sportive au niveau local, provincial et régional et a respecté les principes de saturation et de diversification. Nous avons opté pour une démarche abductive où le va-et-vient entre la théorie et le terrain de l'étude était la principale formule de notre exploration hybride.

2. Sport et Développement territorial à la ville de Casablanca

Notre étude empirique est composée de deux principales phases : une première étude qualitative confirmatoire traitant de la prise en considération de la variable « développement territorial » au moment de l'élaboration de la politique sportive régionale, puis, une deuxième étude qualitative abductive expliquant les résultats de cette première étude.

2.1. Etude empirique : Conception de la politique sportive régionale et prise en considération de la variable développement territorial

Selon le dernier découpage administratif, la commune de Casablanca se compose de huit préfectures d'arrondissement. Chaque préfecture comprend un à trois arrondissements en fonction de sa taille. En fait, ces arrondissements constituent des collectivités territoriales ayant la personnalité morale pour gérer la chose publique locale dans une autonomie administrative et financière. Ils sont gérés par des conseils disposant de rôles et d'attributions spécifiques.

Les entretiens effectués auprès des responsables se sont conduits à travers un guide d'entretien. Selon **Gavard et all (2008)**, « *le guide d'entretien est la méthode la plus appropriée si l'enquêteur cherche à connaître les différentes positions et attitudes par rapport à un sujet. Il permet une approche systématique des différents répondants sur les mêmes thèmes et facilitera l'analyse ultérieure* ». Ces entretiens étaient de type semi-directif.

Tableau 2: Description générale des éléments du recueil des données qualitatives

	Mode de recueil	La durée moyenne
18 entretiens semi-directifs	Face à face et par téléphone	Moyenne : 25 minutes Mini : 15 minutes Maxi : 40 minutes

Source : auteurs

Au cours de l'analyse de l'ensemble des entretiens effectués, nous avons maintenu la même logique d'analyse. Nous avons puisé davantage dans les propos des interviewés afin de pouvoir répertorier leurs idées selon des rubriques simplement identifiables. Grâce à cette démarche, nous avons codé les retranscriptions de tous les entretiens réalisés et quantifié la majorité des données textuelles.

Par rapport à la quantification des données, le tableau suivant représente l'une des formes permettant d'analyser le contenu de l'interview tenant compte du pourcentage pondéré des mots utilisés. Notre objectif de quantification était d'expliciter les relations causales entre les variables étudiées (Miles et Huberman, 2003).

Tableau 3: Catégorisation du discours des responsables en fonction du pourcentage pondéré des fréquences des mots

Catégorie	Mot	Pourcentage pondéré %
1	Développement	1,87
	Territorial	1,78
	Sport	1,18
	Terrains	1,18
2	Politique	0,88
	Sportive	0,88
3	Citoyen	0,69
	Régional	0,69
	Collectivités	0,59
	Conseil	0,59
	Coordination	0,59

Source : Traitement des données sur le logiciel Nvivo

L'exploitation des résultats obtenus dépend principalement des objectifs recherchés. À titre d'exemple, nous remarquons que le développement territorial se situe dans la catégorie des mots ayant les plus fortes fréquences. Ces dernières renseignent sur l'importance accordée par les responsables aux éléments de réponse à la problématique de la recherche. Cependant, le cas échéant montre que l'ensemble des fréquences relevées (toutes les données présentées par le tableau) ne font pas apparaître des conjonctions entre le développement territorial et le sport. Sachant que la politique sportive régionale est une politique publique qui est censée répondre à des problèmes sociaux et d'aboutir à des fins à visée territoriale, les enjeux territoriaux ont été nettement marginalisés par les responsables interrogés. De surcroît, le sens de construction de la politique sportive régionale est unilatéral, dans la mesure où, nous enregistrons l'absence quasi-totale des éléments renseignant sur la participation des parties prenantes ou sur une approche participative de construction.

En fait, l'analyse a montré que certains responsables se sont focalisés sur l'importance que peut procurer le secteur sportif au développement territorial mais sans aucun effet sur la prise en considération de cette variable au moment de la conception des projets sportifs ni sur leur impact sur le territoire.

Le graphe suivant montre que les mots les plus fréquemment utilisés, autour de la thématique principale, se situent centre du graphique. Les mots les plus dominants, représentés sur l'image par un caractère gras et une taille de police plus grande en fonction de la fréquence d'exploitation du mot, relèvent d'un champ lexical plus ou moins généraliste. En l'occurrence, les interviewés ont limité leur discours dans l'exploitation excessive des termes suivants : insatisfaction, incapacité, manque, faiblesses, absence, regret.

Figure 1: Mots fréquents dans le discours des responsables



Source : Données traitées sur le logiciel Nvivo

La lecture du graphique donne une idée concrète sur l'importance des expressions utilisées dans le discours des responsables. D'après ce résultat, nous remarquons que les responsables ont beaucoup plus cherché à se justifier quant à la non prise en considération de la variable « développement territorial » lors de la réflexion et de la conception des projets à portée sportive. Evidemment, le recours aux verbatim pourrait donner une idée sur la pertinence de ce résultat.

Encadré 1 : : Extrait des verbatim issus des entretiens

« (...) les politiques sportives locales sont souvent déconnectées des stratégies de développement territorial à long terme (...) »

« (...) la faible implication des responsables de la chose sportive dans le développement territorial limite les opportunités de croissance économique et sociale au niveau local (...) »

« (...) Il y-a une incapacité à présenter une offre sportive donnant lieu à un réel développement (...) »

« (...) les politiques sportives territoriales peinent à intégrer les objectifs de développement économique et social des régions (...) »

« (...) absence de synchronisation entre les politiques sportives et les plans de développement territorial entrave la réalisation d'objectifs (...) »

Source : Entretiens conduits avec les responsables

En somme, les résultats de la première étude empirique nous ont permis de retenir deux principales conclusions :

- Absence de stratégie/ politique sportive territoriale assurant un développement territorial.
- Non-engagement des décideurs dans la mise en place de politiques sportives s'engageant à la contribution au développement territorial.

Partant de ce fait et afin de comprendre pourquoi les responsables de la chose sportive au niveau de Casablanca ne sont pas suffisamment impliqués dans une vision innovatrice répondant au besoin de développement territorial, nous allons aborder une deuxième étude qualitative abductive essayant de trouver des réponses scientifiques adéquates.

2.2. Etude de compréhension : non engagement des décideurs politiques dans la contribution au développement territorial

Pour atteindre à notre objectif de compréhension, il est essentiel de suivre une démarche méthodologique appropriée, qui suggère que le recours à la littérature est une étape indispensable. En combinant les différentes théories, il est possible de comprendre pourquoi les décideurs politiques peuvent parfois être réticents à s'engager dans la mise en place de politiques sportives, malgré les nombreux avantages sociaux, économiques...etc.

Dans cette perspective, nous avons essayé de discerner quelques éléments explicatifs en exploitant cinq théories :

- Théorie de l'agenda-setting (**Maxwell McComb et Donald SHAW, 1972**)
- Théorie de la rationalité limitée (**Herbert Simon, 1947**)
- Théorie de la capture réglementaire (**George J. Stigler, 1971**)
- Théorie de l'agence (**Meckling et Jensen, 1976**)
- Théorie du cycle politique (**Anthony Downs, 1957**)

D'ailleurs, les fondements spéculatifs de chacune des cinq théories offrent une opportunité d'agrégation des réflexions abstraites qui peuvent expliquer, imparfaitement, le désengagement des décideurs. Dans ce sens, nous présenterons d'une manière très succinctes les éléments de compréhension que nous avons jugés intéressants.

Par rapport à l'exploitation de la théorie de l'agenda-setting, nous avons compris que les décideurs politiques ont tendance à accorder leur attention aux questions qui sont au centre des besoins publique et médiatique. Par conséquent, si le sport n'est pas considéré comme une priorité par l'opinion publique ou s'il est relégué au seconde position par rapport à d'autres problèmes jugés plus pressants, les décideurs politiques peuvent ne pas ressentir la pression nécessaire pour prendre des mesures significatives dans ce domaine.

Ainsi, l'engagement des responsables dans des projets visant principalement à promouvoir des actions significatives en faveur du développement territorial n'est pas suffisamment développé. De la sorte, cette théorie offre une perspective de compréhension qui s'applique parfaitement au cas des collectivités territoriales au niveau de Casablanca. Les problèmes rencontrés par les habitants de la ville pourraient certainement masquer les problèmes d'investissement dans le domaine sportif. Par conséquent, investir dans l'impact du secteur sportif sur le développement territorial ne constitue pas une priorité pour les autorités régionales.

En ce qui concerne l'utilisation de la théorie de la rationalité limitée, cette dernière peut fournir des perspectives intéressantes pour comprendre les limitations auxquelles sont confrontés les décideurs politiques lorsqu'ils doivent prendre des décisions concernant l'investissement dans le secteur sportif. En fait, elle suggère que les acteurs politiques sont souvent confrontés à des contraintes de temps, de ressources et d'information qui limitent leur capacité à prendre des décisions parfaitement rationnelles. Dans un contexte purement marocain, le sport peut être négligé en raison de sa complexité perçue et/ou du manque de visibilité et/ou de statistiques claires, pointues et actualisées. Et donc, l'implication des responsables dans des initiatives visant principalement à encourager des actions significatives en faveur du développement territorial reste insuffisamment développée.

Quant aux théories de la capture réglementaire et de l'agence, nous avons appris que les organismes de réglementation gouvernementaux peuvent être influencés ou "capturés" par les groupes d'intérêt qu'ils sont censés réguler. Effectivement, la même idée peut être étayée en utilisant la théorie de l'agence pour expliquer les conflits d'intérêts en tant que source de dysfonctionnement administratif. Le recours à ces théories nous a donné l'occasion d'explorer les interactions entre les parties prenantes et d'interpréter les comportements qui en découlent. Alors, si les parties prenantes ont des liens étroits avec des secteurs non associés au sport, ou si une divergence d'intérêts est particulièrement notable, cela peut affecter leur volonté de soutenir des politiques sportives.

Finalement, la théorie du cycle politique suggère que la satisfaction des besoins des citoyens est souvent influencée par les impératifs électoraux. Elle explique, relativement, que la relation entre les décideurs politiques et les actions entreprises en faveur de la population cible est cadrée par les notions du profit et des enjeux électoraux. Ce sont les cycles électoraux qui influencent leurs priorités et leurs actions. Et donc, si le sport n'est pas perçu comme un enjeu électoral majeur, les politiciens peuvent être moins enclins à investir du temps et des ressources dans ce domaine.

Bien que chacune des théories exploitées apporte un éclairage sur un aspect de compréhension du désintérêt des acteurs politiques pour la promotion des politiques sportives régionales en tenant compte du développement territorial, ces éléments explicatifs ne cherchent pas à justifier leurs comportements ni à prouver leur innocence. Les collectivités territoriales sont toujours tenues responsables par force de la loi.

Après avoir constaté que les responsables de la chose sportive à Casablanca adoptent une attitude de désengagement à l'égard de la prise en compte des besoins de développement territorial, les théories que nous avons étudiées nous ont permis de mettre en lumière quelques éléments de compréhension.

En somme, nous constatons l'absence d'une stratégie nationale ou régionale. Tandis que tout impact imprévisible du secteur sportif sur le développement territorial (CAN, 2025 et Coupe du Monde, 2030) revêt un caractère hasardeux et imprudent.

Conclusion

À l'issue d'un travail de recherche spécifique, traitant de l'impact du secteur sportif sur le développement territorial, il s'est avéré clairement que les résultats obtenus illustrent fortement le non engagement des décideurs politiques dans la conception des politiques sportives qui tiennent en compte du développement territorial. En fait, l'absence d'une stratégie régionale en la matière demeure un véritable frein de croissance. Il est aussi possible de considérer l'impact imprédictible des événements sportifs comme le résultat d'un traitement d'urgence. Pour toutes ces raisons, le challenge est d'abandonner l'aspect qualifié d'hasardé, passif ou aléatoire et de s'inscrire dans une optique permanente connue induisant un développement territorial approprié et adéquat aux particularités régionales. De surcroît, les éléments d'interprétations dégagés grâce à notre étude laissent envisager une compréhension partielle des comportements des responsables. Face à cette réalité, des efforts doivent être déployés pour mieux profiter des potentialités du secteur sportif et rapprocher en conséquence le potentiel du sport à la réelle promotion du développement territorial.

Bibliographie

- Augustin, J. (2002). La diversification territoriale des activités sportives. *L'Année sociologique*, 52, 417-435. <https://doi.org/10.3917/anso.022.0417>
- Augustin, J-P. & Suchet, A. (2016). Pratiques sportives et projets de territoire. *Cahiers de géographie du Québec*, 60(171), 433–438. <https://doi.org/10.7202/1041215ar>
- Augustin, J-P. (2011). Le sport attracteur d'organisation sociale et intermédiaire de la mondialisation. *Annales de géographie*, Armand Colin, 4, 353-360.
- Bayeux, P. (2011). Sport et collectivités territoriales. Paris : éd Que sais-je ?
- Bourgeon, D., & Bouchet, P. (2001). La Recherche d'Expériences dans la Consommation du Spectacle Sportif. *Revue Européenne de Management du sport*, Presses universitaires du sport. (halshs-00497780)
- Callède, J. (2015). Les politiques du sport et leurs métamorphoses. *Informations sociales*, 187, 14-23. <https://doi.org/10.3917/inso.187.0014>
- Callède, J., & Menaut, A. (2007). Les logiques spatiales de l'innovation sportive : Conditions d'émergence et configurations multiples. *Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine*. doi:10.4000/books.msha.4102
- Callède, J-P. (2007). Dans Augustin, J-P. (2007). *Géographie du sport. Spatialités contemporaines et mondialisation*. Armand Colin, Paris, 293-295.
- Campagne, P., & Pecqueur, B. (2014). Le développement territorial. Une réponse émergente à la mondialisation. *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*. DOI : <https://doi.org/10.4000/tem.3325>
- Charrier, D. & Jourdan, J. (2015). Le sport comme levier éducatif dans les territoires urbains en difficulté. *Informations sociales*, 187, 58-65. <https://doi.org/10.3917/inso.187.0058>
- Chobeaux, F., & Segrestan, P. (2003). Le sport : un moyen d'intervention sociale sous conditions. *Empan*, n°51, 48-50.
- Defrance, J. (2006). *Sociologie du sport*, Paris : éditions de la découverte.
- Dewailly, J-M., & Sobry, C. (1997). *Récréation, re-création : tourisme et sport dans le Nord-Pas-de-Calais*, L'Harmattan.
- Escaffre, F. (2011). Espaces publics et pratiques ludo-sportives : l'expression d'une urbanité sportive : Public spaces and sport-related recreational practices :the expression of a sport-based urban culture. *Annales de géographie*, 680, 405-424. <https://doi.org/10.3917/ag.680.0405>

- Gavard-Perret, M-L., Gotteland, D., Haon, C., & Jolibert, A. (2008). *Méthodologie de la recherche : Réussir son mémoire ou sa thèse en sciences de gestion*. Pearson Education France. (halshs-00355220)
- Honta, M. & Illivi, F. (2017). L'accès de tous à la pratique sportive : l'État local en action. *Revue française d'administration publique*, 164, 873-886. <https://doi.org/10.3917/rfap.164.0873>
- Loustau-Carrère, J.P. (1998). Sport de haut niveau et régionalisation ou l'Etat dans tous ses états. In Le Dû, F., et Reneaud, M. (Coord.), *Sport de haut niveau en régionalisation(s). L'Aquitaine exemplaire ?* Bordeaux : MSHA, p. 57-86
- Miles, M.B., & Huberman, A.M. (2003). *Analysing Qualitative Data : A Source Book for New Methods*, Beverly Hills, Sage, 1979, 1994. Trad. française : *Analyse des données qualitatives : Recueil de nouvelles méthodes*, Bruxelles, De Boeck, 1991.
- Suchet, A. & Augustin, J. (2022). Éditorial : Pratiques sportives, logiques sociales et enjeux territoriaux. *Sciences sociales et sport*, 20, 7-12. <https://doi.org/10.3917/rsss.020.0007>
- Waser, A-M. (2002). Quand les collectivités territoriales offrent une tribune aux contestes de roller : événements marketing ou événements sportifs ? in *Le financement du sport par les collectivités territoriales : des ambitions politiques aux choix budgétaires*, edited by Dominique Charrier et de Christophe Durand, 182 189. Paris : Presses Universitaires de Strasbourg, Tome 2.